

2000 places d'hôtel pour toute la France. A Lyon, que faire des 9000 personnes à la rue ?

Une semaine après l'annonce des mesures de confinement, le collectif Hébergement en Danger dénonce une situation intenable et indigne pour des milliers de personnes à la rue. Dans l'urgence, le Ministre Julien annonçait samedi 21 mars l'ouverture de 2000 chambres d'hôtel en France. *Quid des 9000 personnes à la rue rien qu'à Lyon et de l'absence de protection et d'information, pour les centaines de professionnel.le.s qui tentent de maintenir un accompagnement ?*

Force est de constater que les mesures en faveur des personnes précaires ne sont pas à la hauteur de la crise.

Des mesures jugées dérisoires face à l'ampleur des besoins

A Lyon, à l'heure du confinement, les mesures prises pour limiter la propagation du Covid-19 ont eu un impact dramatique pour les populations vivant à la rue ou en hébergements précaires : fermeture des accueils de jour, des douches et toilettes publics, fermeture des permanences d'accès aux soins et aux droits, suspension des équipes mobiles de psychiatrie et d'addictologie, arrêt de certaines maraudes alimentaires, fin des hébergements à la nuitée et d'autres lieux indispensables à la survie. « *Qu'est ce que je vais pouvoir dire aux gens que j'accompagne ? J'ai rencontré aujourd'hui une personne qui vit à la rue, et qui a des problèmes respiratoires. D'habitude elle fait la manche pour pouvoir se nourrir, mais là elle doit choisir entre faire appel à la solidarité des gens et risquer d'attraper le virus, ou ne pas manger. Je lui dis quoi ? D'attendre d'avoir attrapé le Covid pour pouvoir être prise en charge à l'hôpital?* » s'indigne Anaïs, travailleuse sociale.

Dans le même temps, l'annonce de l'ouverture de 2000 chambres d'hôtel pour l'ensemble de la France apparaît comme dérisoire face à l'ampleur des besoins. Rien qu'à Lyon, 9000 personnes à la rue sont aujourd'hui à la portée de ce virus qui touche les plus fragiles.

Les professionnel.le.s du social sans protection ni information !

Face à cette situation, les professionnel.le.s de l'urgence sociale dénoncent un manque criant d'information et de matériel de protection. Peu ou pas sensibilisé.es dès le début de la crise, ils et elles n'ont pas pu assurer correctement la protection des personnes à risque.

"Une semaine après le début de confinement, nous sommes toujours sans masques et sans gants" s'alarme Joackim, travailleur social aux côtés des sans-abris. "Non seulement nous prenons un risque pour notre santé, mais nous risquons aussi de contaminer ces personnes déjà fragiles ! C'est comme si on luttait contre un incendie avec des brumisateurs !

Face à l'absence d'hébergements, il est plus qu'urgent d'accompagner ces professionnel.le.s avec des conseils sanitaires adaptés aux spécificités de leurs métiers et de déployer le matériel de protection.

"Aujourd'hui, comme les soignant.es, nous prenons nos responsabilités pour assurer la continuité de nos services, parce que nous le devons aux personnes avec lesquelles nous travaillons. Mais combien de mort.e.s faudra-t-il pour que nos dirigeant.es prennent cette question à bras le corps ?"

Le collectif Hébergement en Danger dénonce aujourd'hui une crise qui met en lumière l'abandon du secteur médical et social depuis de nombreuses années, guidé par des politiques de restructuration et de restriction budgétaire.

Le collectif demande aujourd'hui la réquisition des logements vides et la réouverture des lieux d'accompagnement, un plan d'urgence alimentaire et sanitaire ainsi que des moyens pour se protéger et protéger les personnes accompagnées.

CONTACT PRESSE

Laurent 0652520232

Mathilde 0781986960

Mail: collectifhebergementendanger@gmail.com